

« L'Europe a le droit de défendre ses frontières et son style de vie »

Le premier ministre tchèque, Andrej Babis, justifie la position des Etats d'Europe centrale sur les migrants, mais ne veut pas choisir entre Orbán et Macron

ENTRETIEN

PRAGUE - *envoyé spécial*

Dans le cadre de sa tournée pour promouvoir ses idées de refondation de l'Union européenne, Emmanuel Macron sera en Slovaquie et en République tchèque vendredi 26 et samedi 27 octobre. Il y rencontrera notamment le premier ministre tchèque, Andrej Babis. Rattaché au parti libéral à Strasbourg, ce milliardaire iconoclaste au discours populiste, vainqueur des élections législatives de 2017, est inclassable sur la scène politique européenne, alternant les propos positifs pour le président français et pour son adversaire déclaré, le premier ministre hongrois souverainiste Viktor Orbán.

Emmanuel Macron sera à Prague à l'occasion de la célébration du centenaire de la Tchécoslovaquie.

Adhère-t-il à son projet de refondation de l'Europe ?

Je connais le président français depuis 2015. Nous occupions alors tous les deux des portefeuilles ministériels. Il était chargé de l'économie et moi des finances. Je pense qu'en ce temps-là, Emmanuel Macron ne pensait pas encore à la présidence de la République. Il venait du privé, du secteur bancaire. Il a réussi, c'est bien. J'aime beaucoup

« Le fait que la Grande-Bretagne quitte l'Union est déjà assez dramatique. Nous n'avons pas besoin d'autres divisions »

la France, je compte de nombreux amis dans votre pays. Je parle votre langue. Cela facilite considérablement les échanges au Conseil européen, quand il y a des crises.

Et quelle langue parlez-vous avec Viktor Orbán, le dirigeant hongrois ?

Anglais. Mais au niveau européen, nous ne sommes pas membres du même parti. Lui, avec le Fidesz, appartient à la famille conservatrice du Parti populaire européen (PPE). Moi, avec ma formation Action des citoyens mécontents (ANO), je suis membre de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ALDE). Toutefois, cela ne veut pas dire que je partage les idées de Guy Verhofstadt [qui préside le groupe parlementaire ALDE à Strasbourg et qui est très critique envers Viktor Orbán] sur tous les sujets. Par exemple, sur la migration, nous avons des points de vue différents.

Après les élections européennes, qui auront lieu en mai, préféreriez-vous toutefois faire alliance avec le libéral Macron ou avec le souverainiste Orbán ?

Aucune idée. On a surtout besoin que Bruxelles émette moins de directives de régulation. En tout cas, je suis proeuropéen. Je veux que l'Union européenne survive. Ce projet nous a offert la paix. Le fait que la Grande-Bretagne quitte l'Union est déjà assez dramatique. Nous n'avons pas besoin d'autres divisions. Nous devons rester unis face aux grands défis internationaux : sanctions contre la Russie, risque de guerre commerciale avec les Etats-Unis, etc.

Vous avez laissé éclater votre colère, lorsque des députés européens issus de votre mouvement ont voté pour lancer une procédure de sanction à l'encontre de la Hongrie, accusée de saper l'Etat de droit. C'est en soutenant Viktor Orbán dans sa dérive autoritaire que vous comptez renforcer l'unité européenne ?

Je pense que la Hongrie et la Pologne doivent négocier avec la Commission et s'expliquer. Ce n'est pas à moi de juger. Après, les gens ne sont pas idiots, ils ont accès aux informations sur les réseaux sociaux. Il y a des médias qui

sont opposés au gouvernement dans ces pays. Et si les électeurs

ne sont pas satisfaits de M. Orbán ou de M. Kaczyński, ils n'ont qu'à exprimer leur mécontentement dans les urnes. Peut-être plébisciteront-ils dans les prochaines années un gars comme moi, qui a lutté contre la corruption et qui a réussi à battre les partis traditionnels. Les découpages politiques ne jouent plus aucun rôle à l'heure actuelle. Ce qui compte, c'est le feeling entre les gens.

Vous êtes favorable au mariage pour les couples de même sexe, contrairement au pouvoir en Pologne, en Hongrie, en Slovaquie, en Roumanie...

Comme quoi on a des points de vue qui divergent suivant les sujets dans la région ! Moi, je n'ai aucun problème avec cela. Les gens peuvent décider ce qu'ils veulent. Si le Parlement vote le mariage homosexuel, je l'accepterai.

Pourquoi refusez-vous d'accueillir des réfugiés, comme le réclament la Commission européenne et une majorité de vos partenaires européens ?

J'aime bien comparer l'Europe au village assiégé d'Astérix. On a le droit de défendre nos frontières, notre style de vie, l'héritage de nos ancêtres, notre culture. En 2016, d'après Europol [agence européenne de police criminelle], les trafiquants ont gagné 5,7 milliards d'euros en faisant entrer des armes, de la drogue, des cigarettes et en participant au trafic d'êtres humains. Chaque migrant débourse entre 2000 et 5000 dollars pour effectuer le voyage vers l'Europe. C'est une immigration illégale, contraire aux législations actuelles.

Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, a réclamé des pays du groupe de Visegrad (République tchèque, Slovaquie, Hongrie et Pologne) qu'ils accueillent des orphelins syriens. Pourquoi ne pas répondre favorablement à sa requête ?

C'est dommage que la Commission ait divisé l'Europe avec cette

histoire de quotas. Après les élections européennes, je voudrais qu'elle soit occupée par des personnes ayant une réelle expérience de la vie, essayant de comprendre le point de vue de chacun dans l'Union, et non pas seulement par des politiciens professionnels. Les orphelins dont vous parlez ne se trouvent pas en Europe. Ils sont en Syrie. Je cherche un terrain en Syrie actuellement, pour construire une école maternelle, une cantine et des appartements, afin d'aider ces enfants. Je suis à la tête de la plus grande fondation privée en République tchèque. Je donne environ 6 millions d'euros par an aux personnes dans le besoin, aux mères célibataires et aux handicapés. Donc je suis solidaire, mais sur place. Personne ne peut affirmer que les Tchèques ne sont pas solidaires.

Vous êtes entré en politique en 2011, puis vous avez dit le regretter. Pourquoi ?

J'ai fait une grosse bêtise. Cela a gâché ma vie, ruiné ma santé. A l'époque, j'avais la forme d'un type de 40 ans. Aujourd'hui - j'ai regardé ce matin - je pèse 10 kg de trop. Je dors quatre ou cinq heures par nuit. Ma famille est attaquée, j'ai dû me séparer de ma société : ma vie est sens dessus dessous à cause de la politique. En plus, j'obtiens des résultats mais les gens sont toujours mécontents. On invente des mensonges pour ruiner ma réputation. Je dois achever ma mission : ramener la République tchèque parmi les pays les mieux gérés d'Europe. Quand ce sera fait, je passerai le reste de ma vie auprès de ma famille.

Une ONG affirme que vous êtes toujours le bénéficiaire final de votre société, Agrofert et dénonce un conflit d'intérêts...

Mais c'est un mensonge. Le système corrompu veut m'écarter de la vie politique. Personne ne peut me corrompre. Je déteste la corruption. C'est pourquoi les partis traditionnels qui se disent démocratiques me détestent et procla-

ment que je suis le plus grand danger pour la démocratie.

Vous avez été mis en examen dans une affaire de détournement de fonds européens. Là encore, c'est un complot ?

Mais oui, c'est un complot ! Elle a été contrôlée dix fois cette his-

toire. L'entreprise dans laquelle ma famille est engagée a rendu cet argent, alors qu'elle avait le droit de le recevoir. Bruxelles n'a perdu aucun centime dans cette histoire. Je ne suis pas un milliardaire typique, moi, vous savez. Je n'ai aucun bateau, je n'ai pas d'avion, je vis normalement. Je suis resté modeste. Maintenant,

c'est quitte ou double : soit j'arrive à détruire le système corrompu actuel, construit depuis vingt-cinq ans par les partis traditionnels, soit c'est ce système qui me détruira. ■

**PROPOS RECUEILLIS PAR
BLAISE GAUQUELIN**

LE PROFIL

Andrej Babis

Né à Bratislava en 1954, Andrej Babis a suivi son père, qui travaillait à l'étranger sous le régime communiste et a notamment vécu à Paris et à Genève. Sa maîtrise du français, une fois qu'il est diplômé, lui permet de représenter des sociétés tchécoslovaques au Maroc. Il regagne son pays après la transition et fonde sa société, Agrofert, juste après la scission de la République tchèque et de la Slovaquie. Devenu milliardaire, il crée son mouvement politique en 2011, entre au gouvernement et remporte les législatives en 2017. En 2018, il forme une coalition minoritaire avec les sociaux-démocrates, grâce au soutien des communistes au Parlement.